

**Présidence française du G7 -  
Discours de M Jean-Yves Le Drian,  
ministre de l'Europe et des affaires  
étrangères, à la communauté  
diplomatique**

(Biarritz, 18 décembre 2018)

Monsieur le Maire,

Madame la Ministre, chère Nathalie,

Monsieur le Nonce apostolique,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs les élus et les représentants des "forces vives" de la région,

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Comme vous le savez, je suis parmi vous à la demande du président de la République qui a été retenu à Paris par l'actualité nationale.

Pour moi, c'est un grand plaisir de le représenter, d'abord pour vous rencontrer et ensuite, parce que, ici à Biarritz, en Nouvelle-Aquitaine, je me sens un peu chez moi, parce que c'est la rencontre entre la terre et l'océan, et cela me dit quelque chose, et parce que c'est aussi l'occasion de rencontrer un vieil et grand ami, Alain Rousset, que je salue avec plaisir. Et puis parce que Biarritz nous invite à bâtir et à oser. Au carrefour des savoirs locaux et des rêves du grand large - je viens de rencontrer des navigateurs qui vous en ont parlé ce matin. Au-delà de Biarritz, c'est une région toute entière, la Nouvelle-Aquitaine, qui puise dans cette situation unique, entre la terre et l'océan, une inspiration et une capacité d'innovation reconnues par tous. Les nombreux projets que les élus ont présentés ce matin en témoignent. Ici, mesdames et messieurs les Ambassadeurs, on cultive l'excellence et l'enjeu de "l'économie bleue", en particulier, en fait partie. Merci donc à chacune et à chacun d'entre vous, les locaux, les territoriaux, de porter ces projets, de cultiver dans vos entreprises, dans vos institutions, dans vos collectivités, cette passion du progrès et de l'innovation, cette passion de faire vivre ce beau territoire qui sera à l'honneur en août prochain, lorsque nous y accueillerons le sommet du G7. En effet, dans quelques mois, se réuniront ici, à Biarritz, les chefs d'Etat et de gouvernement de ce forum - le G7 - créé il y a quarante-trois ans, à l'initiative de la France.

Je serais même tenté de dire - les comparaisons sont toujours un peu audacieuses - qu'il y a quelque chose d'évident dans cette rencontre, tant l'esprit inventif qui souffle sur cette région fait écho à l'originalité et, je le souhaite, à l'esprit inventif du futur G7. Un G7 qui depuis les premières rencontres informelles du Library Group de la Maison blanche au lendemain du premier choc pétrolier a toujours été placé sous le signe de la réflexion d'avant-garde. Formalisé à l'initiative du président Valéry Giscard d'Estaing, le G7, initialement dédié aux seuls sujets économiques, a peu à peu embrassé tous les domaines de la coopération, jouant le rôle d'un véritable laboratoire d'idées face aux grandes évolutions du contexte international.

De nombreux dispositifs novateurs et concrets sont nés de ses réflexions. Nous lui devons la création de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) et, avec elle, le vaste élan qui a changé la face de l'Europe centrale et orientale au sortir de la guerre froide. Nous lui devons le Groupe d'action financière (GAFI), qui permet aujourd'hui de lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Nous lui devons en partie l'indispensable Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui a déjà permis de sauver des millions de vies à travers le monde et dont la France accueillera la prochaine conférence de reconstitution l'année prochaine.

Cette histoire nous rappelle que le multilatéralisme a fait ses preuves. Pour peu qu'on ose innover, pour peu qu'on ose bâtir les coalitions les plus à même de régler les questions en suspens, c'est une méthode efficace, capable de produire des solutions collectives concrètes.

Comme le président de la République l'a annoncé devant l'Assemblée générale des Nations unies, notre présidence et le sommet de Biarritz auront pour fil conducteur la lutte contre les inégalités.

Le monde dans lequel nous vivons est à la fois plus horizontal et plus vertical. Plus horizontal, car tout y circule plus vite : les biens, les personnes, les idées, les capitaux. Jamais nous n'avons été aussi dépendants de ce qui se passe au bout du monde. Mais le monde est aussi plus vertical : sur le plan économique, la sortie d'un milliard de personnes de l'extrême pauvreté, entre 2000 et 2015, ne saurait masquer la forte montée des inégalités. Quelques chiffres en témoignent : la moitié de la richesse mondiale est détenue aujourd'hui par 1% de la population. Depuis les années 1980, les revenus des 1% les plus riches ont crû deux fois plus que ceux des 50% les plus pauvres.

Les injustices durables que sont l'inégalité d'accès aux soins, l'inégalité d'accès à l'école ou encore l'inégalité entre les sexes sont loin d'avoir disparu, y compris dans les économies avancées.

La mondialisation affecte désormais tout un chacun dans sa vie quotidienne. Le terrorisme, l'environnement, l'énergie, le commerce, les migrations posent des questions auxquelles personne aujourd'hui, au Nord comme au Sud, ne peut échapper, ne peut échapper seul. C'est une réalité qui doit orienter les choix des décideurs politiques que nous sommes.

Voilà le diagnostic que le président de la République m'a chargé de partager avec vous, au moment où s'ouvre la présidence française du G7. Voilà pourquoi nous devons impérativement

nous employer à enrayer les inégalités.

Le défi est immense, mais nous ne partons pas d'une page blanche. La réduction des inégalités est inscrite au coeur des Objectifs de développement durable fixés par les Nations unies en 2015. Mais nous devons faire plus : nous devons changer nos comportements, modifier le fonctionnement des marchés, réformer nos institutions, amender nos lois et adapter nos politiques publiques. Pour y parvenir, nous avons besoin d'une nouvelle dynamique politique et d'une impulsion collective.

La présidence française du G7 doit servir à élaborer un nouveau Cadre d'action international contre les inégalités. Nos pays du G7 ont montré qu'avec des dispositifs législatifs et des politiques publiques adaptés il est possible de réduire réellement les inégalités. D'autres pays que ceux du G7 l'ont fait aussi. Mais ces initiatives doivent aujourd'hui faire école. Fusionner des initiatives, les fertiliser mutuellement pour faire école. Dès janvier, nous préparerons ce plan d'ensemble, que nous déclinerons en trois grandes priorités.

Le président de la République a été élu sur un programme visant à mieux valoriser et mieux rémunérer le travail. Nous voulons le progrès économique et en même temps la justice sociale. Chaque travailleur a droit à un salaire décent pour le travail qu'il fournit. C'est un principe essentiel, d'ailleurs inscrit dans la déclaration universelle des droits de l'Homme dont nous venons de fêter les 70 ans. Aussi, nous estimons qu'il n'est pas acceptable d'accorder des avantages commerciaux aux pays qui violent ce principe et pratiquent le dumping social. Les normes internationales du travail doivent être mieux intégrées dans les accords commerciaux et financiers.

De la même manière, la coopération en matière de fiscalité sera un instrument essentiel pour améliorer la redistribution et la justice économiques. Nous souhaitons que le G7 obtienne des avancées dans la lutte contre la corruption endémique, les paradis fiscaux et la sous-imposition. Nous devons mettre fin à la course au moins-disant fiscal qui nourrit le mécontentement de ceux de nos concitoyens qui appliquent consciencieusement les règles et qui s'estiment floués par ces pratiques.

La réduction des inégalités passe aussi par les protections sociales essentielles, qui doivent être garanties à tous. Chacun doit être protégé contre la maladie, le chômage, la vieillesse, l'invalidité et dans la maternité. Par le passé, la communauté internationale a encouragé, à plusieurs reprises, des systèmes de sécurité sociale à visée universaliste. Cette dynamique doit être relancée.

L'éducation, et en particulier l'éducation des filles, est un enjeu essentiel. Plus de la moitié de la population mondiale a aujourd'hui moins de 30 ans. Eduquer cette jeunesse, c'est préparer son avenir. Nous continuerons à mobiliser des financements internationaux en faveur d'une éducation universelle et de qualité, y compris pour l'accès des filles à l'école et pour la formation des enseignants. Nous travaillerons sur la formation professionnelle et l'adaptation des compétences à l'emploi et à la formation tout au long de la vie. À cette fin, je réunirai les ministres du développement et de l'éducation, avec Jean-Michel Blanquer, pour une réunion conjointe et, je l'espère, productive.

Nous viserons également le renforcement des systèmes sanitaires, notamment dans les pays les plus vulnérables et l'accès universel et de proximité, à la prévention, aux soins primaires et aux traitements face aux grandes pandémies, qu'il s'agisse de maladies transmissibles ou chroniques. À cette fin, les ministres en charge de la santé se réuniront avec cet objet.

Les ministres en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes, épaulés par le Conseil consultatif créé par la présidence canadienne que nous avons souhaité conserver, proposeront et soumettront aux engagements des Etats un bouquet législatif composé des lois les plus favorables à l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde. L'objectif sera de créer une dynamique mondiale en faveur de l'égalité des sexes. Le président de la République a également décidé d'instituer un Prix Simone Veil pour la liberté des femmes, qui distinguera les personnalités qui, de par le monde, font avancer la cause des femmes.

Nous proposerons de nouvelles initiatives pour réduire l'inégalité professionnelle entre les femmes et les hommes, par exemple à travers la création d'une norme ISO pour les entreprises qui respectent l'égalité ou bien par l'intégration de critères d'égalité dans la notation des entreprises.

Notre deuxième priorité sera d'accompagner la nouvelle révolution technologique pour réduire le risque de fracture numérique qui menace une partie de nos populations.

Si nous voulons que cette révolution n'accélère pas les injustices, nous devons travailler à une régulation de l'économie des plateformes, pour mieux répartir la richesse qu'elles génèrent. C'est notamment la thématique majeure du respect des droits d'auteur. Celui qui distribue ne doit pas réduire à la portion congrue la juste rémunération de celui qui crée. C'est aussi, là encore, une question de fiscalité car si les acteurs du numérique bénéficient d'un avantage comparatif par rapport à ceux qui, dans nos territoires, maintiennent des circuits de distribution au plus près de nos concitoyens, nous risquons de détruire le commerce de proximité et le lien social dont il est aussi le dépositaire. Si ce commerce ne survit que dans les métropoles, alors nous aurons échoué à faire du numérique ce qu'il doit être et ce qu'il peut être.

L'émancipation numérique n'est d'ailleurs possible qu'au prix d'un investissement accru dans les infrastructures qui nous permettra de lutter contre la fracture numérique et qui permettra de donner à chacun les moyens d'acquérir les compétences numériques de base.

Dans la continuité des travaux menés avec la présidence canadienne du G7, nous porterons aussi le projet de création, dans le domaine de l'intelligence artificielle, d'un groupe international d'experts. Nous voulons qu'il soit à l'intelligence artificielle ce que le GIEC est aux enjeux climatiques. Il sera composé de membres de la société civile, de scientifiques, d'innovateurs et de spécialistes de l'intelligence artificielle. Il s'appuiera sur les organisations internationales, en particulier l'OCDE et l'UNESCO. L'objectif est d'aboutir à un consensus sur un développement éthique et responsable de cette technologie.

Notre troisième priorité sera de lutter contre les inégalités liées à l'urgence climatique et environnementale.

Chacun d'entre nous le sait : les populations les plus défavorisées sont souvent les plus vulnérables face au changement climatique. Ce sont pour eux que des changements de comportements ou d'habitudes de consommation ont le coût le plus élevé. Je veux le dire avec force : la transition écologique doit conduire à une plus grande justice sociale et territoriale, elles sont concomitantes.

Au-delà des sociétés, il y a aussi inégalité devant le réchauffement climatique à l'échelle planétaire. Ce sont souvent les pays les plus pauvres qui sont les plus vulnérables à la sécheresse, à la montée des eaux, aux catastrophes naturelles, à l'érosion de la biodiversité. C'est pour avancer ensemble dans l'action climatique, en associant les financements publics et les financements privés, que le président de la République a décidé d'organiser, avec les Nations unies et la Banque mondiale, une conférence One Planet sur l'action climatique et écologique, et ceci pendant le sommet du G7, ici, avec tous les partenaires concernés, des Etats, des organisations internationales, des ONG et du secteur privé. Ainsi, le G7 de Biarritz contribuera directement, quelques jours avant, à la préparation du sommet climat des Nations unies, qu'Antonio Guterres accueillera en septembre 2019 à New York.

Dans ce combat, je veux saluer particulièrement les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Nous avons avancé sur ces sujets lors du G20 en Argentine, où j'ai accompagné le président de la République, il y a quelques semaines. Je voudrais féliciter le Chili qui vient de prendre la décision d'accueillir la COP25 sur son sol. Nous comptons aussi sur le Brésil pour rester engagé dans ce défi mondial avec nous, aux côtés du Mexique et de tant d'autres partenaires sud-américains. Je cite l'Amérique latine parce que je connais, mesdames et messieurs les élus, le lien qui existe entre cette région et l'Amérique latine, ils s'y retrouveront.

À côté du climat et de la biodiversité, je tenais à souligner également que la protection des océans sera un thème central lors du G7, dans cette ville et dans cette région, monsieur le président, qui en ont fait une composante de leur stratégie de développement. Nous aurons à coeur de vous associer sur cette grande thématique.

Ce que nous attendons de ce cadre d'action contre les inégalités dont je viens de vous présenter les grandes lignes, ce sont des résultats concrets, aux niveaux national et international, auxquels pourront être adossés des mécanismes de suivi basés sur des indicateurs simples et clairs. Ce travail collectif nécessitera des politiques renouvelées et des investissements additionnels, tant de la part des organisations internationales, des Etats que du secteur privé. La France y tiendra toute sa part, notamment en augmentant son aide publique au développement pour passer à 0,55% de sa richesse nationale d'ici 2022. Nous le faisons parce qu'un monde plus solidaire est aussi un monde plus stable et que nous croyons à la possibilité du progrès pour tous. Dans les mois qui viennent, la France se dotera d'une nouvelle loi de programmation sur le développement et la solidarité internationale, afin de mettre en place un cadre partagé associant à l'Etat les ONG, les acteurs privés et les collectivités locales.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Parmi les partenaires extérieurs que nous chercherons à associer étroitement à notre présidence

figure évidemment l'Afrique. Nous souhaitons placer au coeur du G7 cette "nouvelle alliance" avec l'Afrique que le président de la République a appelée de ses vœux, à Ouagadougou en novembre 2017 et, plus récemment, devant l'Assemblée générale des Nations unies. Il est temps de reconnaître l'Afrique pour ce qu'elle est : un acteur voué à prendre toute sa part dans la redéfinition des règles de la mondialisation, un acteur qui élabore du reste déjà ses propres solutions. Des solutions qui permettront aux pays africains de mieux mettre en valeur leurs immenses ressources humaines et naturelles.

Nos opérateurs économiques doivent s'engager, non plus seulement sur la responsabilité sociale et environnementale - mais sur cette nouvelle dynamique de co-production, de création de valeur partagée en Afrique, avec les Africains. Cela passe d'abord par un effort d'accompagnement de la jeunesse africaine à travers des formations professionnelles, des partenariats entre établissements d'enseignement supérieur et entreprises. Cette dynamique est déjà à l'oeuvre et j'ai pu moi-même m'en rendre compte en inaugurant il y a peu de temps le hub franco-ivoirien pour l'éducation à Yamoussoukro. Mais il y a d'autres exemples. En tout cas, cette dynamique-là doit être renforcée. C'est à ce prix que nous réconcilierons ouverture économique, emploi et partage des richesses.

Le président de la République se rendra d'ailleurs en Afrique, en 2019, dans deux pays où ce changement est déjà largement à l'oeuvre, je pense à l'Ethiopie et au Kenya.

Cette alliance renouvelée, nous avons déjà commencé à la bâtir avec une région particulièrement stratégique et vulnérable : le Sahel. Nous y avons engagé un effort de développement inédit dans le cadre de l'Alliance Sahel. Le G7 pourra renforcer cet effort dans plusieurs secteurs, comme la sécurité, l'éducation, l'environnement ou la jeunesse. Les pays du Sahel se sont dotés à Nouakchott le 6 décembre dernier, il y a peu de jours, lors d'une conférence à laquelle j'ai eu l'honneur de participer, d'un plan d'investissements prioritaires. Ce programme particulièrement ambitieux regroupe des projets à dimension transfrontalière pour rapprocher les populations du Sahel et agir dans les zones les plus exposées à la menace terroriste. Le G7 doit participer à cet effort et soutenir les grands projets d'infrastructures qui peuvent orienter le Sahel dans une dynamique positive. Ce sera l'un des engagements forts de notre présidence.

Le début de notre présidence coïncidera avec les préparatifs de l'élection du nouveau Parlement européen. En fait, ce sont les mêmes défis qui se présentent à nous que ce soit aux niveaux mondial, européen et national. Je pense, en particulier, à ceux que constituent la transition écologique et solidaire, l'égalité femmes-hommes, la démocratie et l'information, ou encore la justice fiscale à l'heure du numérique. Et, bien sûr, nous devons également montrer que nous apporterons à ces différents défis des réponses cohérentes.

La France ne relâchera pas ses efforts pour rendre l'Europe plus souveraine. Cette souveraineté européenne ne s'oppose pas à nos souverainetés nationales, elle en est au contraire la meilleure des garanties. Plutôt que d'être livré aux courants turbulents de la mondialisation non régulée, chaque pays d'Europe peut compter sur la force commune d'une union qui doit assumer sa puissance. C'est d'ailleurs l'intégrité de cette union qu'il nous revient de protéger au moment où se précise la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. La force de l'Union européenne repose sur celle des Etats membres. À cet égard, la France aura une responsabilité importante, nous le savons. Elle aura à coeur de l'exercer en travaillant avec tous les autres Etats membres,

la coopération franco-allemande demeurant évidemment plus indispensable que jamais.

Beaucoup de progrès ont déjà été réalisés ces derniers mois, pour mieux protéger les Européens contre les dangers et les abus, ceux du dumping social notamment avec les nouvelles règles applicables au détachement des travailleurs et au transport routier. Nous continuerons à progresser dans l'approfondissement de la zone euro et la création d'un budget dédié. Nous négocierons un nouveau cadre financier pour l'Union européenne pour les années à venir, qui soit tourné vers nos nouvelles priorités, particulièrement la défense, l'innovation et la mobilité, sans fragiliser les vocations traditionnelles des dépenses européennes. Nous rechercherons un accord dès le début de 2019 sur l'imposition du numérique.

Ce sont ces mêmes impératifs de justice fiscale et sociale que les nouvelles institutions issues de prochaines élections devront promouvoir et défendre. Nous devons en particulier transcrire en droit de l'Union les engagements politiques pris au sommet social pour des emplois et une croissance équitables récemment à Göteborg. Faire de l'Europe un espace de convergence et de concurrence loyale est une revendication forte des citoyens que nous avons entendue lors des consultations citoyennes sur l'Europe. Il faut à présent les mettre en oeuvre.

Mesdames et Messieurs, le second objectif de la présidence française du G7 - au-delà des trois priorités que j'ai évoquées il y a un instant - sera de promouvoir le renforcement et la coordination plus étroite des puissances qui croient nécessaire de faire face ensemble aux grands défis communs de l'humanité. Nous travaillerons dans cette perspective en étroite liaison avec les organisations internationales, alors qu'en 2019 nous célébrerons le centenaire de l'organisation internationale du travail et le 75e anniversaire du protocole de Bretton Woods.

Nous devons d'abord assurer la sécurité de nos concitoyens. La menace terroriste a reculé - mais elle n'a pas disparu. Strasbourg en a fait la terrible expérience et je voudrais, à cet égard, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, remercier toutes celles et tous ceux qui ont fait part au gouvernement français de témoignages de solidarité au moment de ce drame. La menace terroriste a reculé mais n'a pas disparu ni en France, ni sur le territoire européen, ni au Levant, ni en Afrique. Nulle part, nous ne devons reculer devant l'objectif : il nous faut détruire Daech. C'est la même chose en Asie, où nous continuerons à soutenir nos partenaires qui luttent pour empêcher la constitution de sanctuaires terroristes islamistes.

Nous devons mener ce combat sur tous les fronts, en France ou à l'étranger, dans le champ judiciaire comme sur les théâtres d'opération militaire, par la lutte contre la propagande et à travers la prévention de la radicalisation, par l'identification des canaux de financements, dans la continuité de la conférence de Paris sur le financement du terrorisme en avril dernier, et des initiatives prises contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes. Cela implique également une gestion concertée des cas de combattants terroristes étrangers présents sur le théâtre syro-irakien - afin d'éviter qu'ils ne puissent constituer demain une nouvelle menace sur nos territoires. Ce que doit viser la communauté internationale, c'est donc une action globale. Ce combat sera inscrit dans notre agenda pour le G7 et fera l'objet d'une réunion au niveau des ministres des affaires étrangères que j'organiserai au mois d'avril.

Assurer notre sécurité collective, c'est aussi mettre en place une concertation renforcée pour un

règlement durable des crises qui ont fait le terreau de la menace terroriste.

En Irak, Daech a été vaincu sous sa forme territoriale. Mais la menace a muté : elle est devenue diffuse, asymétrique. Elle se traduit par des attentats qui visent les représentants et les institutions de l'Etat comme les populations civiles. Mais, malgré cette menace, des élections se sont tenues au mois de mai et nous soutenons les nouvelles autorités irakiennes dans leur combat. Et elles savent bien qu'il n'y aura de victoire durable contre Daech s'il n'y a pas une reconstruction inclusive, qui implique aussi la protection des minorités martyrisées antérieurement par Daech.

En Syrie, la situation est très différente. Daech conserve des positions territoriales dans l'Est du pays. Leur reprise par les forces démocratiques syriennes, avec le soutien de la Coalition, est l'absolue priorité. En parallèle, il faut stabiliser les zones libérées de l'organisation terroriste notamment par les forces kurdes et arabes que nous avons soutenues et qui ont consenti dans ce combat un sacrifice éminent. Mais il n'y aura pas de victoire durable contre Daech, pas de retour sûr et volontaire des réfugiés et des déplacés sans qu'il y ait une solution politique acceptable par tous les Syriens. On sait que les paramètres d'une solution existent : une constitution, des élections auxquelles puissent participer tous les Syriens, un environnement neutre pour éviter que le scénario ne soit écrit d'avance.

La Libye se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. À Paris, le 29 mai dernier, les acteurs libyens ont pris des engagements clairs sur l'unification politique, économique et militaire du pays et sur l'organisation d'élections. Ces engagements ont été renouvelés à Palerme le mois dernier. Il importe que ces élections puissent se tenir rapidement et avant la fin du printemps. On a donc, pour la première fois depuis longtemps, un chemin de sortie de crise pour ce pays dont la stabilisation est un enjeu majeur pour l'équilibre du pourtour méditerranéen et la maîtrise des migrations. Ce chemin, nous sommes déterminés à le parcourir, avec les Libyens, avec Ghassan Salamé et avec l'ensemble des partenaires qui, à Palerme, ont apporté leur soutien à cette logique. En Libye, ou nous réussirons ensemble sur cette ligne ou bien nous échouerons ensemble.

Les crises de l'ère contemporaine - pour ne citer que ces trois exemples - ont un impact croissant sur leur environnement régional et international. Il faut que nous puissions en avoir une vue d'ensemble, mais aussi affirmer une volonté de rapprocher nos positions. Le sommet du G7 sera aussi l'occasion d'un échange sur l'ensemble des crises internationales. Notre réflexion collective au sein du G7 doit aussi nous permettre de défendre nos principes d'ouverture et de respect de l'Etat de droit auxquels nous sommes attachés. La démocratie doit être capable, tout en respectant les principes de liberté d'expression, de prévenir les tentatives d'ingérences, d'endiguer les obstructions à la liberté de la presse et de réguler efficacement les manipulations de l'information. Ces défis, qui ont pris au cours des dernières années une ampleur nouvelle, figureront parmi les priorités de notre présidence du G7.

Je ne prendrai qu'un exemple. Nous avons assisté ces dernières semaines, en France comme d'ailleurs dans plusieurs autres pays, à une campagne de désinformation outrancière sur les intentions et le contenu du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Je le rappelle : il s'agit d'un texte qui n'est pas contraignant, qui ne crée aucun " droit à la migration ", ni aucun droit nouveau pour les migrants qui ne soit déjà contenu dans les précédents textes internationaux - la Déclaration universelle des droits de l'Homme au premier



chef. Ce n'est malheureusement pas un hasard si certaines fausses informations sont diffusées, relayées à l'échelle industrielle, par des médias assurant à la fois l'anonymat et la rapidité instantanée de diffusion - sur des thèmes les plus à même de fracturer le corps social.

En cherchant à diviser et à radicaliser les opinions à grand renfort d'informations mensongères, en exploitant les nouvelles possibilités de diffusion exponentielle offertes par les réseaux sociaux, c'est le principe même de la démocratie qu'on attaque puisqu'on étouffe les conditions mêmes d'un débat par un brouhaha de haine et d'indignation permanente.

Nous nous devons de réagir de manière plus coordonnée et plus systématique pour que ces pratiques, désormais connues et identifiées, puissent être efficacement contrées. Ce combat, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, ce n'est pas seulement celui des Etats. C'est aussi celui de la société civile toute entière : lecteurs et journalistes doivent y prendre part. C'est pourquoi la France soutient le projet d'un Pacte mondial de l'information et de la démocratie, initiative lancée par l'ONG Reporters sans frontières, qui réaffirmera la nécessité d'une information libre et plurielle, mais aussi d'une information fiable, protégée des manipulations. La France contribuera à réunir les acteurs, Etats et plateformes numériques notamment, qui sont prêts à avancer dans cette voie.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, le sort des Etats est lié bien davantage aujourd'hui qu'il ne l'était aux origines du G7. C'est un constat qui se vérifie de manière flagrante à la lumière des crises - financières, humanitaires, sécuritaires, sanitaires, environnementales - la mondialisation en a favorisé la propagation rapide. La conviction de la France est que la coopération internationale est le seul moyen de faire face aux défis - de plus en plus nombreux - qui se posent collectivement à nous. Tous les formats de coopération internationale sont gages, dans la durée, de stabilité et de confiance. Ils doivent savoir se réinventer, s'adapter aux nouvelles réalités politiques, géopolitiques et économiques, pour favoriser la création de consensus à plus large échelle. La France a été à l'initiative de plusieurs démarches novatrices, telles que le One Planet Summit ou l'Appel de Paris sur le numérique, ou l'initiative de lutte contre l'impunité des armes chimiques.

Cette ouverture sera au coeur de la méthode de travail de la présidence française du G7 - c'est la raison pour laquelle le président de la République m'a chargé de vous réunir aujourd'hui pour vous présenter les priorités de notre présidence. Nous souhaitons pouvoir associer à nos travaux les pays non membres du G7 désireux de développer la coopération renforcée indispensable sur ces sujets prioritaires. C'est pourquoi, en amont de la réunion ministérielle des affaires étrangères de début avril, j'organiserai pour la première fois une réunion de concertation ouverte à certains pays investis eux aussi dans la défense du système multilatéral, ceux que j'ai l'habitude d'appeler les "puissances de bonne volonté", dont les forces additionnées peuvent créer de réels effets de leviers sur les grands sujets de coopération internationale.

La présidence française mettra également en place une méthode de consultation systématique des acteurs non-étatiques, en particulier à travers les groupes d'engagement du G7. Ils alimenteront et enrichiront les travaux du G7 et nous mobiliserons aussi d'autres plateformes comme le Conseil national du développement international qui réunit les principaux acteurs du développement, qu'ils soient publics ou associatifs.

Une dizaine de réunions ministérielles auront lieu, ainsi que de nombreuses consultations avec les entreprises, les organisations professionnelles, les ONG, les chercheurs, accompagnés par les organisations internationales concernées. Tous les thèmes prioritaires de la coopération internationale y seront déclinés et nous veillerons à nous coordonner totalement et en permanence avec la présidence japonaise du G20.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Je crois que le moment est venu de remettre les préoccupations quotidiennes des hommes et des femmes au coeur de notre action diplomatique et au coeur de notre système de coopération international.

Depuis 18 mois, aux côtés du président de la République, j'ai parcouru le monde, visité beaucoup de vos pays.

J'ai vu, dans de nombreuses parties du monde, des peuples plongés dans la crainte de voir leur destin leur échapper. Remettre les peuples au coeur de la décision, c'est être à la hauteur de nos responsabilités et placer au coeur de notre agenda international leurs exigences légitimes, c'est aussi de faire en sorte de créer des règles collectives claires et efficaces. Remettre les peuples au coeur des processus de décision, c'est en finir avec une certaine fatigue qui s'est emparée de la communauté internationale - qui risque de nous faire oublier, dans ce qui serait une inadmissible répétition de l'Histoire, que la coopération est le meilleur garant de notre prospérité, que la coopération, c'est notre seul rempart face à l'embrasement des extrémismes et à l'aveuglement du repli sur soi.

Je vous remercie./.